



MIGRATION ET INTÉGRATION : DEFIS POUR LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

MISE EN PERSPECTIVE

Intégration : la situation en Allemagne

La notion d'« intégration » comme mission politique et sociale a pris de l'importance dans le débat public allemand lorsque l'on s'est défait de l'illusion selon laquelle les « travailleurs immigrés », venus en grand nombre des pays du Sud de l'Europe et de la Turquie notamment, étaient une main d'œuvre invitée qui allait par conséquent retourner un jour dans son « pays d'origine ». Au terme d'un processus long et conflictuel sur le plan politique s'est imposée la conclusion que l'Allemagne est et doit être un pays d'immigration si elle veut rester prospère et se développer à l'avenir. Dans les débats sur les réfugiés et sur les questions de migration, il ne s'agit pas seulement aujourd'hui d'humanité et de droit d'asile, mais aussi des intérêts propres de l'Allemagne et de son économie nationale. La carence en matière d'intégration dont témoignent l'échec scolaire, la non-acceptation des règles fondamentales du vivre-ensemble ainsi que la discrimination subjective ou objective constituent donc des enjeux de politique intérieure de haute importance.

Intégration : la situation en France

La France s'inscrit quant à elle dans une tradition toute autre. Avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclamée durant la Révolution française est née l'idée de « citoyen », qui revendique, indépendamment de son origine, les valeurs de la nouvelle République. Cette conception s'est accompagnée de l'espoir que le fait de garantir à tous des droits de l'homme identiques aboutisse à une forme d'unité nationale reposant sur le partage des mêmes valeurs. Depuis, la France se conçoit de façon conséquente comme un pays d'immigration. Cependant, en France comme en Allemagne, l'idéal a buté sur la réalité sociale. Les perspectives d'ascension sociale, promises à chacun par le système scolaire égalitaire et par l'accès à la nationalité, se sont souvent révélées être plus difficile que prévues. L'intégration par la simple adaptation au modèle français ne suffit pas. Deux éléments compliquent le débat en France. Depuis des années, le Front National a construit son ascension politique avant tout sur le thème d'une immigration démesurée qui mettrait en péril la société française. Deuxièmement, les attentats commis par des Français issus de l'immigration en 2015 interpellent quant aux résultats de la politique d'intégration. Et pourtant, une enquête qui a duré 10 ans et qui vient de sortir (INSEE/INED) conclut que l'intégration fonctionne en France : en termes de réussite scolaire, de mariages mixtes entre enfants de migrants et enfants de non migrants et d'intégration sociale au sein de la structure sociale.

Incidences de la situation des réfugiés sur cette thématique

Dans les deux pays, le manque d'intégration des nouveaux ou des « anciens » migrants est un problème connu depuis de nombreuses années et a conduit à la création de nombreux programmes. La situation actuelle caractérisée par des flux considérables de réfugiés donne à ce thème brûlant une importance nouvelle. La mobilisation des collectivités et du gouvernement est particulièrement grande en Allemagne, où le thème des réfugiés domine l'opinion publique depuis l'été 2015. A cela s'ajoute, en France, en Allemagne et dans toute l'Europe, la tendance croissante à la radicalisation islamiste chez une petite minorité, mais qui apparaît au premier plan dans la perception qu'en a l'opinion publique et qui est directement liée au manque d'intégration. Le risque existe de mêler les différents aspects du thème (questions sociales, économiques, ghettoïsation, communautarisme ou repli religieux, discrimination, rejet de l'ordre culturel en vigueur en Europe, etc...) à la question de la sécurité et de créer un amalgame.

Des initiatives franco-allemandes

L'intégration et la cohésion sociale sont des missions qui incombent aux États et aux sociétés de chaque nation. En même temps, c'est un défi pour l'Europe toute entière, raison pour laquelle des efforts communs sont utiles et nécessaires. Des initiatives franco-allemandes peuvent fédérer des expériences, définir des missions et donner des impulsions tant au niveau national qu'europpéen. Certains aspects du débat sur l'intégration sont aujourd'hui – plusieurs le sont d'ailleurs depuis des années déjà – particulièrement actuels. Quelques hypothèses de travail s'imposent :

- C'est au niveau local que l'intégration réussit ou échoue, c'est pourquoi ce niveau revêt pour toutes les politiques d'intégration une importance particulière.
- L'intégration n'est pas un processus à sens unique, il concerne les nouveaux arrivants tout comme la société d'accueil.
- L'école et le monde du travail sont les deux domaines essentiels où se joue l'intégration.
- La représentation de la diversité de nos sociétés au niveau des élites est un symbole d'intégration et a une valeur d'exemplarité.
- Le rôle des familles dans l'intégration des jeunes est centrale, car la famille exerce avec l'école une influence majeure sur la socialisation.
- Plus l'ascension sociale est possible dans une société, plus l'intégration a des chances de réussir.
- A côté de la dimension économique et sociale, l'intégration est aussi un processus mental, sur lequel la politique a une influence minime, mais qui est orienté par des perceptions et des représentations issues des médias.
- Compte tenu des phénomènes de radicalisation, l'intégration doit être aussi conçue comme un effort de réinsertion et de resocialisation; des mesures de prévention et des programmes de déradicalisation pour la minorité d'individus extrémistes peuvent constituer une option clef.

Cette mise en perspective élaborée par l'Institut Franco-Allemand a été rédigée dans le cadre des dialogues franco-allemands : « Quels avenir pour nos pays en matière de politique sociale », une coopération entre la Bertelsmann Stiftung et l'Ambassade de France en Allemagne.